



LA GESTION DES CONNAISSANCES: LE PILIER OUBLIÉ DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LA RÉGION MOAN

Une stratégie complète de Gestion et de Partage des Connaissances peut améliorer considérablement l'efficacité, le bon fonctionnement et l'impact des politiques agricoles et des réformes agricoles proposées dans la région MOAN selon une étude

Cette constatation a été confirmée par neuf études de “cartographie des connaissances” du « Réseau d'accès au savoir visant à favoriser l'interconnectivité en milieu rural » (Karianet). Ces études révèlent que **la région MOAN connaît actuellement une mutation remarquable dans les politiques agricoles** passant du paradigme

L'objectif global de KariaNet est d'améliorer la performance globale et l'efficacité des projets de développement rural dans la région MOAN à travers le réseautage et la gestion des connaissances afin d'autonomiser les pauvres ruraux dans leurs efforts de réduction de la pauvreté.

de l'autosuffisance alimentaire qui semble avoir conditionné les politiques agricoles dans les années 80 et le début des années 90 vers un paradigme vaste et plus inclusif centré sur la sécurité alimentaire à partir de l'an 2000 jusqu'à nos jours. Les études soulignent également un désengagement progressif vis-à-vis des politiques agricoles contrôlées par l'Etat au profit des structures de gouvernance plus “démocratique”, **et des tentatives des gouvernements d'aborder la politique agricole d'une perspective plus large de gestion durable des ressources naturelles** qui reconnaît entre autres, l'importance et l'interdépendance de la gouvernance de l'eau, l'efficacité énergétique et le changement climatique.

Bien que rien ne témoigne qu'il y ait un changement de fond dans les politiques agricoles nationales à partir de 2011 jusqu'à nos jours en réponse à l'évolution du paysage géopolitique dans la région MOAN, on **ressent sensiblement qu'il existe une réforme accélérée** et un nouveau discours émergent sur “l'équité” et “la professionnalisation” de l'agriculture ce qui est complètement nouveau dans la région. **La Gestion et le Partage des connaissances semblent avoir été largement éclipsés dans les politiques existantes** et les approches en place, malgré le besoin urgent de développer des solutions locales axées sur les problèmes endémiques du secteur agricole, et d'éviter la simplification excessive de ces problèmes en les rapportant uniquement à l'absence d'une structure organisationnelle adéquate pour les recherches et les services de vulgarisation au niveau national. Enfin, il y a un besoin urgent d'un examen critique des expériences passées et un besoin d'adoption de la notion “apprendre de l'échec” ce qui est largement aligné avec la Gestion des connaissances et le Partage des connaissances.

Les gouvernements et les services gouvernementaux restent les principaux acteurs dans le domaine de la Gestion et le Partage des connaissances dans la région

Les études confirment que les **gouvernements sont dans une large mesure les principaux acteurs dans le domaine de la Gestion et du Partage des Connaissances**, à l'exception notable du Liban et de la Palestine et qui peut être attribuée à la faiblesse des gouvernements centraux ce qui a conduit à l'émergence des ONG/une présence du secteur privé relativement forte.

Le réseautage reste limité et surtout dicté par les bailleurs de fonds, et le secteur privé est pratiquement absent et laissé à poursuivre son propre agenda, bien que les pays du Maghreb laissent de plus en plus de place au secteur privé à travers des approches d'une chaîne de valeur sectorielle.

L'intégration de la Gestion des Connaissances au Niveau National **EST POSSIBLE!**

Les rapports nationaux de la Cartographie des Connaissances fournissent 8 recommandations principales pour l'intégration de la gestion des connaissances (KM) et le partage des connaissances (KS) au niveau national:

1. **Développer des stratégies nationales pour KM-KS:** qui prennent en considération le rôle omniprésent de l'Etat; il est très important de défendre une stratégie claire de KM-KS qui doit être un thème transversal à toutes les réformes prévues.
2. **Investir dans des champions:** le plaidoyer pour KM-KS et l'opérationnalisation de toute stratégie KM-KS nécessiteraient des champions locaux qualifiés. Alors que KariaNet peut distiller le message régionalement, les champions locaux uniquement peuvent faire bouger les choses au niveau national et partant renforcer une dynamique régionale plus large.
3. **Adressage de la segmentation entre recherche et vulgarisation en les axant sur les utilisateurs et l'utilisation:** cela impliquerait que le secteur Recherche et Développement et le secteur de vulgarisation devront aller au-delà de leur "zone de confort" et adopter les multiples points de vue des utilisateurs et développer des solutions créatives qui peuvent être utilisées (et non seulement publiées et archivées) .
4. **Pallier à la fragmentation des sources de connaissances:** surtout en créant un référentiel national (tel que les observatoires agricoles) avec accès à toutes les données relatives à l'agriculture (des départements de statistiques, d'autres ministères tels que l'eau et l'irrigation, les affaires sociales, l'environnement, des données fournies par des projets de coopération internationale etc....)

5. **Intégrer la Gestion des Connaissances et le Partage des Connaissances agricoles aux priorités émergentes** qui sont organiquement liées à l'agriculture comme le changement climatique, la sécurité alimentaire, la conservation de l'environnement et la gestion des ressources naturelles.
6. **Impliquer les agriculteurs à travers l'ensemble de la chaîne de la Gestion des Connaissances et le Partage des Connaissances** en reconnaissant leur rôle non seulement comme utilisateurs mais aussi comme producteurs de connaissances.
7. **Eviter la fixation sur une seule catégorie de médias** (surtout les médias sociaux et la technologie de l'information de la communication TIC) : l'utilisateur doit déterminer quel type de média doit être utilisé afin de transmettre le message.
8. **Reconnaître la diversité au sein de groupes d'agriculteurs** (agricultrices, paysans sans terre, agriculteurs de subsistance, jeunes agriculteurs) et veiller à ce que toute stratégie de gestion et de partage de connaissances assure l'équité vis-à-vis de ces groupes.

Une Approche Appréciée Orientée vers les Solutions peut devenir la Marque de KariaNet

Malgré le fait que la gestion et le partage des connaissances sont encore naissants dans la région MOAN, plusieurs points d'entrée prometteurs peuvent être utilisés

Une note sur la terminologie

Les termes Gestion des Connaissances (KM) et Partage des Connaissances (KS) sont utilisés ensemble. Ils ne sont pas nécessairement des termes interchangeables, mais leur utilisation ensemble reconnaît à la fois la capitalisation des connaissances structurées, son stockage et sa récupération ainsi que les processus humains et les cultures pour l'échange entre pairs et l'apprentissage mutuel qui constituent le partage de connaissances.

comme base pour le travail de KariaNet dans l'avenir. D'une part, on a besoin d'un effort collectif coordonné pour intégrer la gestion et le partage des connaissances dans des pays qui sont actuellement objet à des réformes organiques au sein de leur secteur agricole (L'Algérie, le Maroc et la Tunisie, et dans une moindre mesure le Liban, la Jordanie et la Palestine) et introduire le concept de la gestion et du partage des connaissances dans des pays ayant une importante connaissance « tacite » comme le Yémen et le Soudan. D'autre part, il existe de grandes chances de fertilisation croisée et d'apprentissage mutuel identifiées dans les études du Maghreb et du Machrek à la fois. Prenant en considération la complexité et l'ampleur des problèmes auxquels fait face le secteur agricole, **il est suggéré que KariaNet suive une approche appréciative qui favorise des "solutions"** (histoires de réussites, meilleurs moments, modèle de travail) plutôt que de se concentrer sur l'identification du problème seul. Un autre point d'entrée possible serait de **promouvoir la réflexion évaluative et l'apprentissage par l'expérience**, ce qui a été jugé d'être largement manquant selon les différentes études de cartographie de connaissances.

Mettre les agriculteurs au centre pourrait être également un important point d'entrée, puisque les études démontrent que les agriculteurs sont quasi-absents des structures existantes, malgré le fait que ces structures sont censées être à leur service. Enfin, il faut être clair aussi que **KariaNet ne peut pas avoir une solution unique pour toute la région**, et sans relais nationaux **bien informés et proactifs**, l'effort de KariaNet resterait dilué dans la vaste sphère régionale.